

L'an deux mil neuf, le vingt-deux, à vingt-un heures, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

**Etaient présents :**

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Michelle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Olivier PIQUEUX, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUÉRY.

**Absents excusés :**

MM. Frédéric DUPUIS (pouvoir à M. COURNARIE), Fabrice DAVOIGNEAU (pouvoir à O. PIQUEUX).

**Absents :**

Mmes Dominique MACÉ, Estelle PATOZ.

Monsieur Philippe MÉREAU est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

**Stage d'évaluation d'un salarié d'orchis- Versement d'une prestation**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que la Commune a accueilli du 18 au 29 mai 2009 une personne en contrat « évaluation en milieu de travail ». Une convention a été signée entre Pôle emploi et la Commune, qui prévoit de faire bénéficier la commune d'une indemnité d'un euro de l'heure.

Le stage étant de 70 heures, Pôle Emploi versera 70 € à la Commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide d'envoyer une facture de 70 € à Pôle Emploi,
- dit que cette somme sera encaissée en recette exceptionnelle.

**GrDF convention occupation domaine public**

Mme le Maire expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz a été actualisé par le décret du 25 avril 2007.

Mme le Maire donne connaissance au Conseil Municipal du décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz modifiant le code général des collectivités territoriales. Elle rappelle les dispositions du code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article R 2333-17, qui précise que la redevance est fixée pour une année civile.

Elle propose au Conseil Municipal, concernant les réseaux de distribution de gaz naturel :

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public prévu au décret visé ci-dessus.
- de fixer une formule de calcul de la redevance annuelle 2009 à partir de la longueur actualisée du réseau de distribution du gaz naturel implanté sur le domaine public communal au 31 décembre 2008 :  $\text{Montant de la redevance } R_n = [(0,035 \times \text{longueur du réseau}) + 100\text{€}]$
- que le montant de la redevance soit revalorisé chaque année :
  - sur la base de la longueur actualisée du réseau de distribution de gaz naturel implanté sur le domaine public communal ;
  - par l'application de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1<sup>er</sup> janvier ou tout autre index qui viendrait lui être substitué ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- vu le Code général des collectivités territoriales ;
- vu le décret n° 2007-606 du 25 avril 2009 ;
- adopte les propositions exposées ci-dessus concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution et de transport de gaz naturel ainsi qu'aux canalisations privées situées sur la commune ;
- décide d'adopter le taux maximum prévu par le décret visé ci-dessus ;
- précise que cette redevance est applicable pour chaque année civile à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009

- précise que cette redevance sera revalorisée chaque année selon le linéaire de réseau au 31 décembre de l'année précédente et selon l'évolution de l'index ingénierie
- autorise Mme le Maire ou M. Méreau, adjoint, à signer la convention entre GrDF et la commune ; et à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

### **Convention Eclaireurs et Eclaireuses de France**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il y a une vingtaine d'année un accord avait été passé entre la Commune et l'association locale des Eclaireuses et Eclaireurs de France de Loches (EEDF). La Commune s'était engagée à tondre le terrain des Eclaireuses et Eclaireurs de France, au « Puit Bertin » à Ferrière-sur-Beaulieu, deux à trois fois par an à la place d'une subvention de 500 F soit 76,22 €.

Madame le Maire propose de signer une convention annexée, engageant la Commune à effectuer deux ou trois tontes par an, suivant les besoins, sur le terrain des Eclaireuses et Eclaireurs de France, « le Puit Bertin » à Ferrière-sur-Beaulieu à la place d'une subvention.

Monsieur Dupas fait part que chaque journée de tonte coûte au minimum 150 € à la commune (salarié + gasoil). Les 3 jours prévus dans la convention équivalent au minimum à 450 €. Certains membres du Conseil Municipal ont indiqué, en cours de séance, que seuls deux enfants bellilociens en feraient partie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 12 voix contre et 5 abstentions

- refuse de signer la convention proposée
- accepte de terminer l'entretien, comme convenu oralement, pour cette année
- dit que les Éclaireuses et Éclaireurs de France devront faire une demande de subvention, comme les autres associations pour 2010 et que le fauchage ne sera plus effectué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

### **Paiement des forfaits cantine**

Lors de sa séance du 7 juillet 2008 le Conseil Municipal avait décidé de proposer le paiement trimestriel du forfait de la cantine au 15 décembre 2008, 15 mars 2009 et 15 juin 2009. Il avait été décidé de proposer la possibilité d'un prélèvement des paiements.

La périodicité trimestrielle des paiements n'ayant pas reçu un avis favorable auprès des familles le retour au paiement mensuel a été demandé.

Devant le peu de demande, le prélèvement automatique a été abandonné pour l'année scolaire 2008/2009.

Madame le Maire propose de relancer le prélèvement automatique facultatif pour le paiement du forfait de la cantine avec un prélèvement chaque mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide du paiement mensuel du forfait de la cantine le 10 de chaque mois à terme échu,
- décide de proposer aux familles le prélèvement automatique mensuel le 10 de chaque mois à terme échu,
- autorise Mme le Maire, M. Bandeville ou Mme Véquaud à signer tous les documents nécessaires au prélèvement automatique,
- dit que le règlement de la cantine sera revu en fonction de ces décisions.

### **Remboursement Téléphone**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que neuf jeunes fréquentant le local jeunes de Beaulieu ont utilisé abusivement le téléphone en février et mars dernier pour obtenir des codes concernant des jeux sur internet, soit 195 appels pour une somme de 374,97 €.

Une réunion a été organisée entre les jeunes et l'animateur les encadrant. Les jeunes se sont dénoncés et ont proposé de travailler pour la commune en compensation.

Lors de leur réunion du 18 mai, Mmes et M. les adjoints ont décidé de demander le remboursement aux familles et de rencontrer celles-ci le samedi 6 juin.

Lors de la réunion du 6 juin les propositions suivantes ont été faites :

- Remboursement de 22 € par famille.

- Remboursement du solde de la somme par le service jeunesse compensé par des travaux effectués par les jeunes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 13 voix pour, 1 voix contre et 3 abstentions

- décide le remboursement de 22 € par famille. Un titre sera émis pour chaque famille,
- accepte le remboursement du solde de la somme par le service jeunesse compensé par des travaux effectués par les jeunes.
- ces sommes seront encaissées en recettes exceptionnelles à l'article 7788,
- autorise Mme le Maire ou M. Bandeville à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

### **Clôtures**

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée l'article 421-12 du Code de l'Urbanisme modifié par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 portant réglementation sur les déclarations préalables pour l'édification des clôtures :

*Doit être précédée d'une déclaration préalable l'édification d'une clôture située :*

- a) Dans un secteur sauvegardé dont le périmètre a été délimité, dans le champ de visibilité d'un monument historique défini à l'article L. 621-30-1 du code du patrimoine ou dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine ;*
- b) Dans un site inscrit ou dans un site classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement ;*
- c) Dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application du 7° de l'article L. 123-1 ;*
- d) Dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre les clôtures à déclaration.*

Afin que les édifications de clôture soient soumises à l'avis de la commune et au règlement du POS, Mme Le Maire propose que les clôtures soient soumises à déclaration préalable sur la totalité de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- décide en application de l'article R 421-12 du Code de l'Urbanisme de soumettre au dépôt d'une déclaration préalable l'édification des clôtures sur l'ensemble du territoire de la commune.
- dit que cette délibération sera transmise à la Direction Départementale de l'Équipement, service instructeur des autorisations d'occupation des sols.

### **Siège social association « BoMoN'go »**

Mme le Maire expose la demande de l'association « BoMoN'go » qui souhaite domicilier son siège social à la mairie de Beaulieu-lès-Loches. Le but de cette association est de développer l'économie, le tourisme, les coopérations administrative, technique et culturelle ainsi que l'éducation et la santé en association avec les villes de Moussoro au Tchad et N'Gourti au Niger.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- accepte la domiciliation du siège social de l'association « BoMoN'go » à la mairie de Beaulieu-lès-Loches – 6, Place du Maréchal Leclerc – 37600 Beaulieu-lès-Loches.

### **Dénomination du passage entre l'impasse du 11 novembre et la rue de la Varenne**

Madame le Maire rappelle l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle propose de dénommer le passage piétonnier entre l'impasse du 11 novembre et la rue de la Varenne.

Les propositions suivantes sont faites : Passage des Jardins ou Passage des Maraîchers

Il est procédé au vote et les appellations recouvrent :

- "Passage des Jardins" : 1 voix
- "Passage des Maraîchers" : 16 voix

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

- décide de dénommer "Passage des Maraîchers" le passage entre l'impasse du 11 novembre et la rue de la Varenne.

Mme le Maire demande au Conseil Municipal l'ajout de ces trois délibérations à l'ordre du jour. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

**Nouvelle dénomination du Syndicat Intercommunal pour la Surveillance des Cavités Souterraines et des Masses Rocheuses Instables d'Indre-et-Loire**

Madame le Maire annonce au Conseil Municipal que par délibération en date du 12 novembre 2008, le Comité Syndical a modifié sa dénomination de « Syndicat Intercommunal pour la Surveillance des Cavités Souterraines et des Masses Rocheuses Instables d'Indre-et-Loire » en « Syndicat Intercommunal Cavités 37 ».

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- accepte la nouvelle dénomination « Syndicat Intercommunal Cavités 37 ».

**Mise en place d'un agenda 21**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que l'Agenda 21, issu de la déclaration du Sommet de la Terre de Rio (1992), est une démarche et un programme d'actions concrètes, (avec un budget, un calendrier ...), dont l'objectif est le développement durable au plus proche des besoins des acteurs et habitants du territoire.

Impulsé par les élus, l'Agenda 21 local apporte une réponse globale aux enjeux de développement durable du territoire, en concertation avec les acteurs locaux et la population.

Son élaboration passe par plusieurs étapes :

- une stratégie politique
- un diagnostic concerté
- la formulation d'engagements
- un plan d'actions pluriannuel
- une série d'indicateurs et de moyens d'évaluation

La commune ayant mis en place plusieurs actions en faveur du développement durable, l'Agenda 21 permettra, en complément, de :

- coordonner l'ensemble des politiques menées dans une logique de développement durable,
- valoriser le territoire,
- sensibiliser et associer toutes les parties prenantes du développement local grâce à un processus de travail en commun approfondi,
- développer une culture commune et des compétences en matière de prospective territoriale,
- mobiliser les énergies au sein des services de la collectivité, d'enrichir les missions de certains agents, de repenser les modes d'actions dans une perspective d'amélioration des services publics locaux,
- mieux maîtriser certaines dépenses publiques grâce à une approche « coût global » des projets, en s'appuyant sur l'éco-responsabilité (économies d'eau, d'énergie, de papier, de produits phytosanitaires, de déplacements...).

Madame le Maire rappelle que Mlle Lucie Guéry, stagiaire de la Commune, travaille depuis avril sur la faisabilité d'un Agenda 21 local. Elle a présenté son travail en préalable à cette réunion de Conseil Municipal.

Madame le maire propose au Conseil Municipal de s'engager dans une démarche Agenda 21.

Madame le maire propose la mise en place d'un comité de pilotage réunissant élus, habitants, associations ou entreprises du lochois et demande aux élus de lui indiquer s'ils veulent en faire partie. Sont intéressés : Mmes et MM. Yves Bandeville, Raymonde Véquaud, Monique Guéry, Marie-Claire Bouin, Pascal Beaussier, Michelle Cournarie, Sophie Métadier.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- décide de mettre en place un Agenda 21
- décide de la création d'un comité de pilotage réunissant élus et non élus du lochois
- autorise Mme le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces afférentes à la démarche Agenda 21

**Remboursement des arrhes pour la location d'une salle municipale**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que des habitants de Beaulieu-lès-Loches avaient réservé la salle des fêtes pour le 1<sup>er</sup> août 2009 (mariage) et versé des arrhes. Pour des raisons professionnelles du futur conjoint, le mariage a été avancé au 13 juin et la réservation a été annulée.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal le remboursement des arrhes versées pour un montant de 25€.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à 16 voix pour et 1 abstention

- décide de rembourser la somme de 25 € versée en arrhes pour la location de la salle des fêtes le 1<sup>er</sup> août, suite à l'annulation de la réservation.

### **Informations**

Madame le Maire fait part, avec tristesse, du décès de M. André Cravatte, ancien Maire de Perrusson et Président du SIVOM. Son action publique aura marqué le lochois pendant plus de 40 ans. Humaniste et généreux, il fut également un infatigable défenseur de la famille et homme de valeurs.

### **Jardins de l'Abbaye**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que sur le site des "Jardins de l'Abbaye" est déjà installée la "MEETS".

Dans le premier hangar (qui a accueilli la pièce de théâtre de Marivaux) sera installé le "Jardin des Nouvelles Activités" qui réunit une plate-forme du développement durable et de l'innovation, des bureaux, et un centre de formation. Le centre de remise en forme "Objectif Forme" sera également installé dans cette partie des bâtiments.

Dans les bâtiments se trouvant à l'arrière (anciens bâtiments des réservoirs) seront installés deux terrains de tennis aux normes pour les compétitions et deux terrains de squash.

Les bâtiments situés sur la rue et le moulin n'ont pas encore de destination définitive.

### **Opérations façades**

Huit dossiers sont à l'étude. Au niveau de la Communauté de Commune de Loches Développement, il est prévu le financement de quinze projets dont quatre ou cinq pour Beaulieu-lès-Loches, quatre ou cinq pour Cormery, le solde à répartir entre les autres communes de la Communauté de Communes de Loches Développement, hors Loches.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il ne faut pas hésiter à informer les habitants sur cette opération ainsi que sur l'opération OPAH destinée à l'amélioration de l'habitat.

### **Manifestations**

Madame le Maire remercie vivement l'Association les Amis de Saint-Laurent pour les nombreuses heures de préparation, d'organisation et d'animation du Solstice, ainsi que les employés municipaux, également beaucoup sollicités et présents le samedi matin pour nettoyer en urgence la place de la Mairie.

Elle remercie également Monsieur Méreau, président de Familles Rurales, pour l'organisation du gala de danse qui réunit tant de familles du lochois.

Elle rappelle les manifestations de l'été.

### **Travaux des Templiers**

Madame le Maire donne quelques précisions sur l'avancement des travaux de la salle des Templiers :

- La toiture est presque terminée.
- Les VMC vont être posées d'ici la semaine prochaine.
- Il reste quelques raccords de maçonnerie.

### **Informatique**

Monsieur Bandeville explique que la société Magnus, fournisseur de nos logiciels mairie, a remanié totalement ces produits. Il nous faudrait donc acquérir ces nouvelles versions pour pouvoir continuer à travailler avec cette société.

D'autre part, il explique qu'il a rencontré une autre société, plus spécialisée pour les petites communes et qu'il est en train d'étudier leurs propositions. L'analyse des propositions a déjà commencé et est réalisé en collaboration avec Georgette Barrault et Marie-Brigitte Richer.

La séance est close à 22h25.